

Atelier d'information et de sensibilisation sur
l'intégration des changements climatiques dans la
planification locale

**Problématique du changement climatique et
dernières révélations scientifiques sur l'état du
climat mondial**

Sandra Freitas, Directrice Exécutive AFHON

Elements de présentation



Concepts clés

- Définition et concepts associés CC (CCNUCC, GIEC)
- Causes, manifestation, conséquences et impacts possibles



Réponse internationale de lutte contre le CC

- Réponse politique
- Suivi scientifique



Progrès dans la compréhension scientifique du phénomène

- Le rapport du Groupe I du 5ème rapport d'évaluation du GIEC
- Implications nationales et locales

Definition

- Changements climatiques: changements du climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant ou modifiant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables (CCNUCC).
- Tout changement de climat dans le temps, qu'il soit dû à la variabilité naturelle ou aux activités humaines (GIEC).

Causes

- Emissions des gaz à effet de serre provenant des activités humaines
- Emissions d'origine anthropique dues pour plus de 3/4 au dioxyde de carbone (CO₂) : consommation des énergies fossiles (sous secteurs principaux : production d'énergie, carburant des véhicules, chauffage de l'habitat, industrie).
- Autres secteurs :
 - changement d'occupation des terres, incluant la déforestation, seconde place en termes de responsabilité dans l'augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre (17% des émissions mondiales).

Manifestations

- Fonte de la calotte glacière.
- Augmentation en fréquence et en intensité des événements climatiques hors normes: cyclones, sécheresses, fortes précipitations, vagues de chaleurs, crues devraient être plus importantes.

Manifestations

- Conséquences sociales et sanitaires risquent d'être dramatiques, visibles dans les petites îles (comme Tuvalu, menacée de disparition par la montée des eaux) ;
- Zones côtières, souvent très peuplées, pourraient se voir immergées à moyen terme → afflux de « réfugiés climatiques ».
- Recul des glaciers → graves conséquences pour les villes fluviales et les grands deltas, qui ne seraient alors plus autant alimentés en eau par leur fonte à chaque printemps.
- Qualité des sols et la productivité végétale → pertes de productivité de agriculture.

Manifestations

- Facteur supplémentaire d'inégalité et de disparité entre les différentes zones géographiques du globe : populations des pays les plus pauvres du monde : plus vulnérables face aux effets du changement climatique, alors qu'ils sont les moins responsables.
- Faible capacité des pays en développement à se prémunir contre les impacts du phénomène et à s'y adapter.
- Accentuation des situations précaires des populations les plus démunies (sécurité alimentaire, accès aux soins, à l'eau et à l'énergie, logement...), renforçant encore un peu plus la fracture sociale et économique entre le Nord et le Sud.

Impacts possibles

- Localisation, faiblesse des revenus, insuffisance des ressources et des capacités institutionnelles, dépendance des secteurs vulnérables et tributaires du climat (agriculture): populations des pays les plus défavorisés sont les premières victimes des actuels et futurs changements climatiques.
- Selon le Groupe Intergouvernemental d'Etude du Climat (GIEC), l'Afrique est le continent le plus vulnérable aux impacts du changement climatique, ce en raison des limites que la pauvreté étendue impose aux capacités d'adaptation.
 - L'agriculture à petite échelle, qui produit la plupart de la nourriture en Afrique et emploie une majorité de la population, dépend directement des précipitations. Si celles-ci se réduisent, des catastrophes majeures sont à prévoir.
 - Dans le futur proche, on prévoit que le changement climatique va augmenter considérablement les risques de famine : ceux-ci concerneront une population de 80 à 120 millions, dont 80% en Afrique.

Impacts possibles

- En Afrique subsaharienne, les chercheurs ont identifié la question de la sécurité alimentaire comme le défi suprême, en raison des risques de sécheresse et d'inondation et sous l'effet de la modification des régimes de précipitations.
- A un réchauffement de 1,5 à 2 °C, sécheresse et aridité rendront entre 40 et 80 % des terres agricoles impropres à la culture du maïs, du millet et du sorgho à l'horizon 2030-2040.
- A 4 degrés d'augmentation, à l'horizon des années 2080, les précipitations annuelles pourraient diminuer jusqu'à 30 % en Afrique australe tandis que l'est du continent risque de connaître, selon de multiples études, un phénomène inverse. Le niveau de dioxyde de carbone augmentant, les écosystèmes pastoraux se modifient (des prairies qui deviennent des savanes boisées par exemple), ce qui risque de réduire la disponibilité de fourrages pour le bétail.

Réponses internationales

- Réponses politiques en vue de l'atténuation des gaz à effet de serre et de l'adaptation aux effets adverses (négatifs) du changement climatique
- Suivi du climat

Réponses internationales/ politiques

- Coopération internationale: Les dirigeants discutent du futur de la planète lors de conférences internationales. Ils doivent trouver des compromis entre tous les acteurs pour la prise et la réalisation d'engagements en vue de la réduction des émissions de GES.

Atténuation (ou "mitigation" en anglais)

- Promotion de mesures d'atténuation visant à limiter l'accroissement des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, responsables du changement climatique.
- Deux grandes options d'atténuation sont généralement considérées.
 - 1) réduire les émissions, en limitant la consommation d'énergie, en changeant de sources d'énergie, en introduisant les énergies renouvelables, en transformant les systèmes de transport ou de traitement des déchets et en réduisant la déforestation.
 - 2) séquestration du carbone, en récupérant une partie du carbone de l'atmosphère et le stocker dans la biosphère. En effet, les écosystèmes, en particulier les forêts, peuvent jouer un rôle de puits de carbone et absorber le carbone de l'atmosphère par exemple lors de leur croissance.

Adaptation

- Adaptation cherche à réduire la vulnérabilité des écosystèmes et des sociétés.
 - Mesures d'adaptation doivent être définies et incorporées dans les projets ou les politiques de développement ou de conservation de l'environnement.
 - Sensibilité des systèmes humains et écologiques doit être connue, ainsi que leur capacité d'adaptation. Ce sont les systèmes les plus sensibles et les moins capables de s'adapter qui présenteront une vulnérabilité plus marquée et qui devront faire l'objet de mesures d'adaptation.
 - Evaluation de la vulnérabilité et des impacts est une phase primordiale pour l'adaptation.

Moyens de mise en oeuvre

- Financement
- Développement, transfert et déploiement de technologies
- Renforcement de capacités

Suivi du climat : GIEC

- Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat (GIEC)
 - Fournit et synthétise l'information scientifique pour servir d'orientation politique à la conférence des Parties de la CCNUCC et à ses organes.

5ème Rapport d'évaluation

- Rapport du groupe de travail N°1
 1. Les scientifiques du Giec affirment que le lien entre les activités humaines (surtout l'usage des énergies fossiles) et les changements climatiques n'a jamais été aussi certain : probabilité à 95%, contre 90% en 2007, et juste au-dessus de 50% en 1995.
 2. Les changements climatiques montrent déjà leurs premiers effets, notamment en termes de hausse de la température. La première décennie du XXIe siècle (2001-2010) a été la plus chaude depuis 1850. La période 1983-2012 a probablement été la plus chaude depuis 1400 ans.

Rapport du groupe de travail N°1

3. Le niveau des mers augmente de plus en plus vite : sur la période 1993-2010, la hausse du niveau des mers était deux fois plus rapide que sur la moyenne 1901-2010

4. Le rapport établit quatre scénarios possibles, en utilisant une nouvelle méthodologie. Ces scénarios montrent que si une politique climatique très ambitieuse est menée (dans un seul scénario), il reste possible de maintenir la hausse moyenne de température sous les deux degrés (par rapport aux niveaux des températures préindustrielles). Par contre, si le monde se maintient sur les trajectoires actuelles en termes d'usage des énergies fossiles, de concentrations atmosphériques en CO₂ et de hausse de la température, l'objectif des 2°C sera inatteignable. Rappelons qu'en 2010, tous les gouvernements de la planète se sont accordés pour définir l'objectif de 2°C comme seuil maximum pour éviter un emballement incontrôlable du système climatique.

Rapport du groupe de travail N°1

- 5. Le rapport utilise de nouveaux modèles et de nouvelles trajectoires, qui rendent difficile la comparaison directe avec les scénarios du précédent rapport. Mais il montre que dans le scénario du pire, d'ici la fin du siècle, les températures pourraient augmenter jusqu'à +4,8°C par rapport à la fin du XXème siècle, c'est-à-dire +5,5°C par rapport aux niveaux préindustriels (dans le scénario du pire – le scénario « RCP8.5 ») si l'on continue sur la trajectoire actuelle. La fréquence des vagues de chaleur, qui aujourd'hui ont lieu une fois tous les 20 ans, pourraient doubler ou tripler.
- 6. Dans le pire scénario, le niveau de la mer pourrait s'élever à près d'un mètre en 2100, et à 3 mètres en 2300. C'est une nouveauté de ce rapport. Dans le précédent, le Giec prévoyait une hausse du niveau des mers de « seulement » 59 centimètres à la fin du XXIème siècle.
- 7. Le « palier des températures » signifie que les températures augmentent moins vite que prévu sur la dernière décennie. En aucun cas cela remet en cause la réalité du réchauffement anthropique sur les 30 dernières années Rappelons que les dix années les plus chaudes depuis 1850 ont eu lieu depuis 1997.

Implications

- Nationales : localisation des pays d'Afrique implications plus fortes des augmentations globales de température : 2°C global → 3°C Afrique
- Problème planétaire: réponse globale
- Effort collectif
- Contributions nationales et locales (niveau de l'action)
 - Pas d'obligations pour les PMA
 - Nécessaires adaptation
 - Soutenir les sentiers de développement à faible émissions de carbone

Merci